REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité - Travail - Justice

PRASG2CG

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 2017- 422 du 04 août 2017 autorisant Monsieur René DOVI à renoncer à la nationalité béninoise

CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu la loi n° 65-17 du 23 juin 1965 portant code de la nationalité dahoméenne ;
- Vu la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- Vu le décret n° 2016-264 du 6 avril 2016 portant composition du Gouvernement;
- Vu le décret n° 2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères :
- Vu le décret n° 272/PC/MJL du 11 août 1965 fixant les modalités d'application du code de la nationalité dahoméenne :
- Vu le décret n° 2016-423 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération ;
- Vu le décret n° 2016-425 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Justice et de la Législation ;
- Vu la requête en date à Berlin (Allemagne), du 29 mai 2016 de Monsieur René DOVI et l'ensemble des pièces produites;
- Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation,
- Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 02 août 2017

DECRETE:

Article 1^{er}: Monsieur René DOVI, de nationalité béninoise, né le 20 septembre 1966 à Grand-Popo (Bénin), fils de Akouété DOVI et de Tchotchovi NOUMONVI, est autorisé à renoncer à la nationalité béninoise.

Article 2 : Le présent décret prend effet pour compter de la date de sa signature sans qu'il soit toutefois porté atteinte à la validité des actes posés par Monsieur René DOVI, ni aux droits acquis par les tiers antérieurement à sa publication, sur le fondement de la nationalité béninoise de l'intéressé.

Article 3 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou, le 0 4 août 2017

Par le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Patrice TALON.-

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation,

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération,

Joseph DJOGBENOU

Aurélien AGBENONCI